

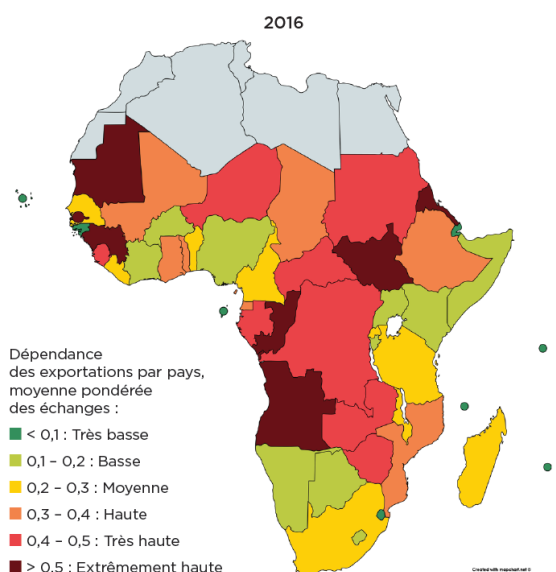
Paris, le 7 novembre 2017

Ambitions de la Chine en Afrique sub-saharienne : des efforts de rééquilibrage sont encore nécessaires

Une dépendance commerciale risquée pour les secteurs et pays exportateurs de matières premières

Près de 20 ans après le lancement du premier Forum de coopération Chine-Afrique, la nature des relations sino-africaines reste déséquilibrée. Le commerce bilatéral a bondi au cours des dix dernières années (123 milliards de dollars en 2016 au total), tirée, jusqu'en 2014, par les exportations, qui ont chuté de -51% depuis lors. La région affiche désormais un déficit commercial avec la Chine. Si les exportations restent essentiellement concentrées sur les ressources naturelles (90% des exportations vers la Chine), les importations sont davantage diversifiées et comprennent des produits manufacturés, des équipements de transport et de machinerie (51% du total), avant les minéraux et métaux précieux. De plus, ce déséquilibre commercial renforce les risques de « maladie hollandaise » qui, en économie, établit un lien entre le repli du secteur manufacturier local et l'exploitation des matières premières.

Le ralentissement de l'activité économique chinoise et la réorientation du modèle de croissance vers la consommation privée se traduisent par un affaiblissement de la demande en matières premières africaines. Ceci aura des conséquences inévitables pour les exportateurs. Selon les calculs des économistes de Coface, en 2016, l'Afrique sub-saharienne affiche un coefficient de dépendance (sur une échelle allant de 0 à 1) aux exportations sensiblement plus élevé que les autres pays émergents : 0,24, contre 0,16 pour l'Asie du Sud-Est (l'un des principaux partenaires commerciaux de la Chine) et 0,19 pour le trio Russie, Brésil, Inde. Le différentiel est encore plus important avec l'Union européenne (0,07) et les Etats-Unis (0,12).



Sans surprise, les pays qui ont le plus bénéficié de l'expansion de la Chine et ceux qui ont une économie peu diversifiée devraient ressentir les effets de la baisse de la demande plus intensément. La dépendance commerciale la plus forte se concentre autour des exportations de pétrole brut. Ainsi, selon l'indice établi par Coface, le Soudan du Sud figure en tête de classement depuis la proclamation de son indépendance en 2011, suivi par l'Angola et le Congo. La Gambie, producteur du bois, n'est pas en reste. L'Erythrée, la Guinée et la Mauritanie sont également parmi les pays les plus dépendants, à cause de leurs exportations des minerais métalliques (fer, cuivre, aluminium).

Diversification, le maître-mot d'une relation gagnant-gagnant durable

Malgré cette forte dépendance aux exportations vers la Chine, la relation sino-africaine pourrait se transformer en une coopération gagnant-gagnant. Le panier d'exportations de l'Afrique se diversifie petit à petit, intégrant les matières premières transformées à plus forte valeur ajoutée, le bois brut et, dans une moindre proportion, certains produits agricoles (tabac, agrumes, graines et fruits oléagineux), conformément aux tendances démographiques de la classe moyenne émergente chinoise. Même si un tel changement entretient la vulnérabilité des pays riches en matières premières aux évolutions des cours internationaux, cela pourrait localement engendrer une hausse des revenus, encourager l'emploi et les transferts de technologie.

La diversification concerne aussi les flux des IDE et les prêts en provenance de la Chine. Les investissements chinois en Afrique ne sont plus extractifs par nature et s'étendent désormais aux services, aux industries de transformation, aux transports et aux services publics. Les initiatives existantes, comme *One Belt, One Road*, dynamiseraient, à terme, la connectivité régionale et réduiraient les coûts des exportations.

Toutefois, les flux des IDE et de financement étant d'un ordre de grandeur bien plus faible que les flux commerciaux, les pays africains fortement dépendants vis-à-vis de la Chine restent très exposés à l'affaiblissement de la demande ou à une nouvelle baisse des prix de matières premières. De plus, le risque pour les gouvernements africains serait d'accentuer leur vulnérabilité aux variations de la politique extérieure chinoise et à celles de sa demande car les intérêts chinois pour la région s'appuient, en premier lieu, sur un réseau complexe d'objectifs politiques et économiques.

« Les dernières évolutions semblent s'orienter dans la bonne direction mais des efforts sont encore nécessaires pour passer d'un mariage de convenance déséquilibré à un partenariat basé sur une coopération gagnant-gagnant », commente Ruben Nizard, économiste en charge de l'Afrique sub-saharienne à Coface et co-auteur de l'étude *« Chine-Afrique : le mariage de raison va-t-il durer ? »*.

CONTACT MEDIA

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

A propos de Coface

Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, offre à 50 000 entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. Le Groupe, dont l'ambition est de devenir le partenaire assurance-crédit global le plus agile du secteur, est présent dans 100 pays et compte 4300 salariés. Son chiffre d'affaires consolidé s'élève à 1,411 Md€ en 2016. Chaque trimestre, Coface publie ses évaluations du risque pays et du risque sectoriel, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 660 arbitres et analystes crédit localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

www.coface.com

COFACE SA. est coté sur le Compartiment B d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

